ASp
la revue du GERAS

35-36 | 2002
Varia

L'argumentation rhétorique et l'enseignement de la langue de spécialité : l'exemple du discours juridique

Ross Charnock

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asp/1633>
DOI : 10.4000/asp.1633
ISBN : 978-2-8218-0388-6
ISSN : 2108-6354

Éditeur

Groupe d'étude et de recherche en anglais de spécialité

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2002
Pagination : 121-136
ISSN : 1246-8185

Référence électronique

Ross Charnock, « L'argumentation rhétorique et l'enseignement de la langue de spécialité : l'exemple du discours juridique », *ASp* [En ligne], 35-36 | 2002, mis en ligne le 26 août 2010, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/asp/1633> ; DOI : 10.4000/asp.1633

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

L'argumentation rhétorique et l'enseignement de la langue de spécialité : l'exemple du discours juridique

Ross Charnock

Introduction : Arguments logiques et paralogiques

- 1 Comme toute production linguistique, le discours spécialisé peut s'analyser de plusieurs façons, selon le contexte et les besoins particuliers. En plus des approches classiques, inspirées par la phonétique, la syntaxe et la sémantique, on trouve des études de la langue spécialisée fondées sur la sémantique lexicale (la terminologie) et l'analyse pragmatique du discours y compris l'étude du genre (Swales 1990, Bhatia 1993). L'argumentation semble relativement négligée, en tout cas en ce qui concerne le langage technique. Elle est pourtant considérée par certains auteurs comme la fonction principale du langage naturel. Pour Popper, par exemple, seule l'intention argumentative du locuteur permet de distinguer le langage humain du langage animal¹. La prise en compte de cette fonction semble donc nécessaire pour la compréhension du sens implicite et les intentions du locuteur.
- 2 Les raisons de ce relatif manque d'intérêt sont en partie historiques. Si pour les classiques, la rhétorique était considérée comme la base de l'éducation culturelle et civique, la discipline a fini par perdre ce statut, pour être associée de nos jours presque exclusivement aux « Belles Lettres ». Elle est souvent assimilée encore aujourd'hui aux sophismes, au verbiage, au « parler pour ne rien dire ». Les philosophes empiristes affichaient un mépris pour la rhétorique, à l'instar de John Locke, qui la présentait comme « l'art de tromper les hommes, d'insinuer de fausses idées dans l'esprit »². Les formes d'argumentation rhétoriques sont souvent présentées comme des faux

raisonnements (*fallacies*), par exemple par Jeremy Bentham dans son *Book of Fallacies* (1968-80 : 496).

- 3 Il semble pourtant injuste de considérer de tels arguments, qualifiés déjà par Aristote de preuves « extra-techniques »³, comme de simples erreurs ou fautes de logique, en les assimilant à des syllogismes mal formés. Certes, les arguments en *ad*⁴ n'apportent pas de preuves ou de certitudes. Mais cela n'est justement pas leur objectif ; ils visent plutôt la persuasion. Dans certains contextes, ces arguments sont tout à fait admissibles, et en cas d'abus la réfutation devrait être facile à trouver. Perelman considère ces arguments comme « quasi-logiques » (1958 : 259). On parle aujourd'hui d'arguments « paralogiques » (Plantin 1996).
- 4 La dénonciation des logiciens n'a pas eu pour conséquence l'élimination du raisonnement non logique du discours. Au contraire, la rhétorique reste aujourd'hui plus que jamais fondamentale dans les débats de tous les jours. Pour prendre quelques exemples évidents, le débat actuel sur le principe de précaution est fondé sur l'argument par l'ignorance, et l'argument de la pente glissante est souvent utilisé dans le débat sur l'euthanasie. Même la tradition universitaire de citations et de notes en bas de page n'est qu'une forme détournée de l'argument par l'autorité ; l'affirmation de l'auteur est rendue plus convaincante grâce au respect partagé pour les grands noms du passé.
- 5 Les publications de Perelman ont été d'une grande importance pour la réhabilitation de la rhétorique. Bien que cet auteur ne soit pas seul à prendre ces arguments au sérieux (voir aussi Hamblin 1960), il est à l'origine du mouvement que l'on a déjà pris l'habitude d'appeler la « nouvelle rhétorique ». Aux États-Unis, à la même époque, on commençait à se fonder sur la rhétorique pour l'enseignement dans les universités du raisonnement général et de l'expression écrite (le cours baptisé universellement « *Rhetoric 101* »). Cette tradition a donné lieu à de nombreux manuels de logique informelle (quelquefois appelée *baby logic*), qui insistent sur ce type de raisonnement, non seulement comme base pour les études ultérieures, mais aussi pour la vie de tous les jours (Johnson & Blair 1983). Les rapports entre cette forme de rhétorique universitaire et la « nouvelle rhétorique » européenne sont examinés par Plantin (1990).
- 6 Afin de montrer l'importance de la rhétorique dans le domaine des langues de spécialité, on prendra d'abord quelques exemples d'argumentation dans le discours juridique.

La rhétorique dans le système juridique

- 7 Le non-juriste confronté à des arrêts juridiques a quelquefois l'impression d'une discipline purement technique et d'un raisonnement objectif qui amène inévitablement à des décisions claires et indiscutables. Cette illusion est savamment entretenue par les juges qui prétendent « dire le droit » en évitant de s'impliquer dans le débat à titre personnel. En effet, le droit doit paraître immuable ; un avis personnel serait une invitation à la contestation.
- 8 Pourtant, l'interprétation juridique ne peut être totalement objective. Étant donné l'importance du débat contradictoire, il n'est pas étonnant de constater que les formes rhétoriques classiques ont été intégrées en quelque sorte dans le système, à tous les niveaux (Charnock 2003). Ainsi, les règles concernant l'admissibilité des preuves dépendent essentiellement de l'argument *ad personam* ; le même type d'argument est souvent utilisé par les avocats lors des débats sur la crédibilité des témoins (plutôt que de

contester l'argument en tant que tel, on s'attaque à l'adversaire). De la même façon, les règles de la charge de la preuve (et donc de la présomption d'innocence) dépendent en fin de compte de l'argument par l'ignorance. De même, la politique juridique concernant les risques de multiplication des affaires (le *floodgates argument*) est justifiée par l'argument de la pente glissante ; il en va de même, dans un autre registre, pour l'idée de la « tolérance (ou impunité) zéro »⁵.

- 9 Dans la tradition de la *common law* anglaise (et américaine), les jugements rendus doivent évaluer loyalement tous les arguments présentés par les avocats des deux parties, avant de prendre une décision motivée. Même s'ils utilisent volontiers les termes techniques appropriés, les juges n'hésitent pas à faire état de leur raisonnement personnel, parfois idiosyncratique. Ces jugements, publiés systématiquement dans les *All England Law Reports* (les plus importants figurant aussi dans de nombreuses collections destinées aux étudiants), comprennent non seulement les décisions prises par la majorité, mais aussi les *concurring judgments* (lorsqu'un juge aboutit à la même conclusion que la majorité, mais par un autre raisonnement), et les *dissenting judgments* (lorsqu'un juge se retrouve dans la minorité, mais croit tout de même utile d'expliquer son point de vue). Ces décisions sont souvent justifiées par des arguments rhétoriques plutôt que logiques.
- 10 Pour montrer l'importance de cette pratique argumentative, il semble utile avant d'expliquer son utilité pour l'enseignement de la langue de spécialité, de donner quelques exemples de l'utilisation de l'argument par l'autorité, puis de l'argument par l'absurde. Par commodité, on se limitera aux affaires les plus célèbres, tirées de divers domaines du droit.

L'argument par l'autorité

- 11 L'argument par l'autorité est un argument de renfort. En cas de doute ou de désaccord, il est souvent utile d'invoquer l'avis de personnes autorisées, qui inspirent confiance à l'interlocuteur. Ce type d'argument peut se révéler acceptable à condition de supposer vraies certaines prémisses manquantes, selon lesquelles l'expert est bien de cet avis, qu'il sait de quoi il parle et qu'il pourrait si nécessaire en apporter la preuve, etc.
- 12 L'autorité ne porte pas forcément sur les connaissances objectives ; elle peut aussi bien concerner les questions éthiques ou théologiques. Il suffit que le point de vue rapporté soit crédible aux yeux des interlocuteurs. Dans certains contextes, malgré l'apparente circularité de l'argumentation, on entend des croyants arguer des écrits bibliques pour « démontrer » la réalité des miracles ou l'existence de Dieu. Dans d'autres contextes, l'autorité peut être attribuée à des personnes : certains défendent leur point de vue en citant Marx, d'autres en invoquant De Gaulle. Dans un pays démocratique, après un référendum, l'autorité peut également être celle de la majorité, ce qui explique au moins partiellement l'importance accordée aux sondages d'opinion dans les débats sociaux. Le même type d'argument sert aussi dans la publicité (« *Fifty million housewives can't be wrong* »).
- 13 Dans un autre registre, le locuteur peut faire état de sa propre autorité en parlant à la première personne, comme c'est le cas de l'autorité militaire lorsqu'un général donne un ordre ou de l'autorité parentale lorsqu'il s'agit de convaincre les enfants d'aller se coucher (« Puisque je te le dis »).

- 14 Cet argument ne relève pas de la logique mais de la rhétorique. Il est toujours possible soit de contester l'autorité de l'expert (qui peut se tromper faute de connaissances suffisantes ou qui peut être taxé de partialité), soit de montrer qu'il n'accepterait pas les propos qui lui sont prêtés. De la même façon, il est toujours possible de réinterpréter les écrits ou de refuser la dictature de la majorité (qui a presque toujours tort).

L'autorité dans la *common law*

- 15 En droit l'autorité constitue l'enjeu principal du débat. Dans le système de la *common law*, l'autorité est fondée sur la règle du *stare decisis*. Dans ce système, les juges doivent suivre les règles décidées dans les affaires précédentes. Ces jugements ont donc force de loi. Le principe a été bien expliqué par le Baron Parke en 1833 :

Mirehouse 1833

Parke J: Our common law system consists in the applying to new combinations of circumstances those rules of law which we devise from legal principles and judicial precedents; and for the sake of attaining uniformity, consistency and certainty, we must apply those rules, where they are not plainly unreasonable and inconvenient, to all cases which arise; and we are not at liberty to reject them [...] because we think the rules are not as convenient and reasonable as we ourselves could have devised.

- 16 Bien sûr, les juges ont aussi l'obligation d'adapter ces règles aux nouvelles situations qui se présentent, lorsque cela semble nécessaire. Pour adoucir les rigueurs de la *common law*, ils peuvent aussi faire appel aux principes d'*equity*. Mais le principe de base reste le respect de la jurisprudence.
- 17 Dans une certaine mesure, cette règle du *precedent* peut être justifiée sur le plan logique. Il suffit de supposer vraie la prémisse manquante selon laquelle l'autorité invoquée est elle-même juste. Cette prémisse semble raisonnable et est généralement admise (une fois le jugement confirmé en appel). Pourtant, l'autorité n'est pas forcément synonyme de justice ; en effet, dans le droit anglais, il est facile de trouver des exemples d'injustice apparente, voire d'incohérence juridique. Il semble que la loi anglaise tolère facilement l'absurdité.
- 18 Ainsi, la règle établie dans *Pinnel's Case* (1602) fait toujours autorité, tout en étant souvent présentée comme injustifiée. Selon cette règle un créancier ayant accepté le paiement partiel d'une dette n'est pas lié par sa promesse⁶. Malheureusement, l'application de la règle pose souvent problème. Dans *Couldery v Bartrum* 1881, Sir George Jessel s'est emporté contre l'idée d'accepter des « *canary-birds, tom-tits, or rubbish of that kind* » comme contre-partie suffisante. Quelques années plus tard, dans *Foakes v Beer* 1884, Lord Blackburn a présenté cette doctrine comme absurde, soutenant à juste titre que cela permettait aux juges d'obliger celui qui a reçu en contre-partie un grain de poivre (*a peppercorn*) à tenir sa promesse, tandis que celui qui a reçu de l'argent reste libre de changer d'avis. Le Lord Chancellor a proposé pourtant à ses honorables collègues de suivre l'autorité établie :

Foakes v Beer 1884

Earl of Selbourne, LC: The doctrine itself, as laid down by Sir Edward Coke, may have been criticised as questionable in principle, by some persons whose opinions are entitled to respect, but it has never been judicially overruled; on the contrary I think it has always, since the sixteenth century,

been accepted as law. If so, I cannot think that your Lordships would do right, if you were now to reverse as erroneous, a judgment of the Court of Appeal, proceeding upon a doctrine which has been accepted as part of the law of England for 280 years [...]

- 19 On voit dans ce texte que l'autorité est considérée comme renforcée par l'ancienneté de la règle. La décision était unanime, ce qui signifie que même Lord Blackburn a finalement respecté l'autorité de la chose jugée.
- 20 En règle générale, l'autorité prévaut sur le bon sens. Dans une affaire récente, Lord Browne-Wilkinson a été amené à qualifier sa propre conclusion d'irrationnelle. L'affaire concernait un jeune supporter de Liverpool qui avait été réduit à l'état végétatif permanent dans le désastre au stade de Hillsborough (Sheffield), et qui n'avait aucune chance de guérir. Il a fallu décider si les médecins avaient le droit d'arrêter le traitement, sachant que le patient mourrait alors de faim.

Airedale NHS Trust v Bland 1993

Lord Browne-Wilkinson: Finally, the conclusion I have reached will appear to some to be almost irrational. How can it be lawful to allow a patient to die slowly, though painlessly, over a period of weeks from lack of food, but unlawful to produce his immediate death by a lethal injection, thereby saving his family from yet another ordeal to add to the tragedy that has already struck them? I find it difficult to find a moral answer to that question. But it is undoubtedly the law and nothing I have said casts doubt on the proposition that the doing of a positive act with the intention of ending life is and remains murder.

Le *reductio*

- 21 L'argument par *reductio ad absurdum* est une forme de preuve logique. Cela permet de démontrer la vérité d'une proposition en donnant la preuve de l'impossibilité de toute alternative. Cette démonstration ne fonctionne que lorsque toutes les autres possibilités peuvent être éliminées, ce qui est rare dans le monde réel. C'est pourquoi Sherlock Holmes commet une faute de logique en répétant son célèbre dicton :

How often have I said to you that when you have eliminated the impossible, whatever remains, however improbable, must be the truth.⁷

- 22 Évidemment, lorsqu'on a éliminé l'impossible, il reste non pas le nécessaire, mais le possible, ce qui ne suffit pas pour la démonstration de l'unique vérité. Cet argument n'est pas courant dans les jugements rendus. On trouve l'un des rares exemples dans l'affaire *Salomon v Salomon & Co Ltd 1897*, l'affaire qui a consacré définitivement l'existence juridique des sociétés à responsabilité limitée. Les créanciers ont soutenu devant la justice que la société avait été montée uniquement pour éviter le paiement des dettes (ce qui était vrai) ; mais la Chambre des Lords a refusé leur demande de remboursement, en confirmant la distinction entre la personne morale et la personne physique. L'argument utilisé était inattaquable :

Salomon v Salomon & Co Ltd 1897

Lord Halsbury: Either the limited company was a legal entity or it was not. If it was, the business belonged to it and not to Mr Salomon. If it was not, there was no person and no thing to be an agent at all, and it is impossible to say at the same time that there is a company and there is not.

- 23 D'autres exemples sont moins acceptables. Dans *Pinnel's case* (cf. supra), la règle imposée était justifiée par un argument de ce type, en apparence logique. Coke admettait la possibilité d'un avantage (*consideration*) pour le créancier s'il acceptait le paiement partiel avant la date convenue, si le paiement s'effectuait dans un autre endroit ou si le paiement était accompagné par *an object of any value* (les exemples proposés sont : *a horse, hawk or robe*). Mais autrement, toujours selon Coke : « *It appears to the judges that by no possibility a lesser sum can be satisfaction to the plaintiff for a greater sum.* ». En effet, en l'absence d'avantages non pécuniaires, il semble contradictoire de soutenir qu'une moindre somme puisse être préférable à une somme plus importante. Malheureusement, cette règle, qui correspond toujours à la loi anglaise, ne tient pas compte des réalités économiques. Lors des cas de faillite, notamment, le paiement partiel peut être considéré comme mieux que rien⁸.
- 24 De même, la fameuse *postal rule*, imposée par les juges au 19^e siècle, était justifiée à l'origine par un argument par *reductio*. Selon cette règle, certainement adoptée pour des raisons de commodité, le contrat existe à partir du moment où l'acceptation est mise à la poste. Mais encore une fois son application pose problème, par exemple lorsqu'une lettre arrive en retard (éventuellement à cause d'une adresse erronée) ou, pire, lorsque la lettre n'est jamais distribuée. Cette fois, l'argument proposé semble irrecevable sur le plan logique :

Adams v Lindsell 1818

If that were so [*s'il fallait accuser réception*], no contract could ever be completed by the post. For if the defendants were not bound by their offer when accepted by the plaintiffs till the answer was received, then the plaintiffs ought not to be bound till after they had received their answer and assented to it. And so it might go on ad infinitum.

- 25 Le juge démontre ici qu'il faut bien arrêter la série de confirmations à un moment donné, car sinon le contrat ne sera jamais formé. Cela ne justifie pourtant pas la conclusion selon laquelle aucune confirmation ne peut être demandée.

L'argument par l'absurde

- 26 À la différence de la preuve par *reductio* dont il est dérivé, l'argument rhétorique par l'absurde est utilisé non pas pour la démonstration, mais pour la réfutation. Cette forme d'argumentation est souvent convaincante. Pour distinguer l'absurdité rhétorique de l'argument logique dont il est dérivé, Perelman parle plutôt d'argument par le ridicule. Le principe de ce type d'argumentation est ainsi présenté :

De même qu'en géométrie, le raisonnement par l'absurde commence par supposer vraie une proposition pour montrer que ses conséquences sont contradictoires avec ce à quoi on a consenti par ailleurs. L'argumentation quasi logique par le ridicule la plus caractérisée consistera à admettre momentanément une thèse opposée à celle que l'on veut défendre, à développer ses conséquences, à montrer leur incompatibilité avec ce que l'on écrit par ailleurs, et à prétendre passer de là à la vérité de la thèse que l'on soutient. (1958 : 278)

L'absurdité dans le droit

- 27 Dans l'argumentation juridique, l'argument *ad absurdum* est également employé comme réfutation. Cela permet d'attaquer la proposition de l'adversaire en la présentant comme

ridicule. Il n'est pas question de rejeter l'autorité juridique ou de proposer une modification dans la loi établie, mais seulement d'écarter les interprétations envisageables, mais dont les conséquences seraient regrettables. Ainsi, l'absurdité signalée n'est pas réelle mais conditionnelle, la conséquence non pas d'un fait, mais d'un point de vue inacceptable.

- 28 On en trouve de nombreux exemples, y compris dans l'une des affaires les plus célèbres. Dans *Carlill v Carbolic Smoke Ball Co* 1893, affaire bien connue de tous les étudiants, une société avait promis dans une annonce publicitaire une récompense à toute personne qui, ayant utilisé un produit pharmaceutique selon les recommandations, contracterait quand même la grippe. La plaignante prétendait avoir droit à la récompense. Les juges devaient décider entre autres si le contrat pouvait être considéré comme valable en l'absence de communication d'acceptation. Bowen LJ a décidé que, dans ce contexte, l'accomplissement de l'acte requis en contre-partie de l'offre pouvait suffire. Sa justification est fondée sur l'argument par l'absurde :

Carlill v Carbolic Smoke Ball Co 1893

Bowen LJ: It seems to me that from the point of view of common sense no other idea could be entertained. [...] Are all the police or other persons whose business it is to find lost dogs to be expected to sit down and write me a note saying that they have accepted my proposal?

- 29 Cette solution semble exemplaire. Pourtant, elle n'est pas admissible sur le plan logique. D'une part, l'affaire ne concernait pas les chiens perdus, ni aucun autre objet trouvé, mais un engagement publicitaire. Et de l'autre, ceux dont c'est le métier de retrouver les chiens perdus n'ont pas à passer des contrats à titre personnel avec des membres du public. Il s'agit bien d'une technique rhétorique qui consiste à couvrir de ridicule l'argument de l'adversaire. La même technique était utilisée dans l'affaire suivante, qui imposait pour la première fois des règles concernant les clauses (abusives) de limitation de responsabilité.

Parker v South Eastern Railway Co 1877

Lord Mellish: It is [...] quite possible to suppose that a person who is neither a man of business nor a lawyer might, on some particular occasion, ship goods without the least knowledge of what a bill of lading was, but in my opinion, such a person must bear the consequences of his own exceptional ignorance, it being plainly impossible that no business could be carried on if every person who delivers a bill of lading had to stop to explain what a bill of lading was. [...] I think that a particular plaintiff ought not to be in a better position than other persons on account of his exceptional ignorance or stupidity or carelessness.

- 30 L'argumentation par le ridicule reste courant, non seulement dans le droit anglais, mais aussi dans le droit américain. Les jugements de Cardozo sont souvent fondés sur ce type d'argument. Ainsi, dans *Palsgraf v Long Island Railroad Co* (New York 1928), une affaire qui portait sur la responsabilité de l'employeur, suite à la négligence de ses employés, le juge a justifié sa décision en signalant les difficultés entraînées par une autre conclusion : « A different conclusion will involve us, and swiftly too, in a maze of contradictions ». Dans *Ultramarine Corp v Touche* 1931, le même juge Cardozo a refusé une requête, en parlant notamment de : « The undesirability of exposing defendants to a potential liability in an indefinite amount for an indeterminate time to an indeterminate class ».

- 31 L'argument par l'absurde se présente aussi dans la forme de l'argument de « l'homme de paille », dans lequel on rend les propos de l'adversaire inacceptables en les exagérant, pour les réfuter plus facilement ensuite. Lord Asquith utilise cette variante à deux reprises dans *Dann v Hamilton* 1939. Il devait décider si Mme Dann était *volens* lorsqu'elle a accepté de monter comme passagère dans une voiture conduite par un dénommé Hamilton, sachant que celui-ci avait bu⁹. Le juge commence par citer des situations imaginaires où il était clair que la conscience du danger n'impliquait pas nécessairement l'acceptation du risque. La première est celle imaginée par le Lord Halsbury LC :

Smith v Baker & Sons 1891

Lord Halsbury LC: Anyone crossing a London street knows that a substantial percentage of drivers are negligent. If a man crosses deliberately, with this knowledge, and is negligently run down, he is certainly not *volens*, and is not, therefore, precluded from a remedy.

L'autre était proposée par Mellish LJ :

Woodley v Metropolitan District Rly Co 1877

Mellish LJ: Suppose this case: a man is employed by a contractor for cleansing the street, to scrape a particular street, and for the space of a fortnight he has the opportunity of observing that a particular hansom cabman drives his cab with extremely little regard for the safety of the men who scrape the streets. At the end of a fortnight the man who scrapes the streets is negligently run over by the cabman. An action is brought in the county court, and the cabman says in his defence: 'You know my style of driving, you had seen me drive for a fortnight, I was only driving in my usual style'.

- 32 Asquith en tire la conclusion (« *after much debate* ») qu'il en va de même pour le passager d'un conducteur ayant bu, et que le fait de monter dans la voiture n'implique pas nécessairement l'acceptation des risques de négligence future.
- 33 Au-delà de la *common law* proprement dite, l'argument par l'absurde est également utilisé dans des débats sur la *Statute construction*, notamment à propos de l'interprétation sémantique. Dans *Mandla v Dowell Lee* 1983, un jeune Sikh avait été renvoyé de son école pour avoir refusé d'enlever son turban. Le débat juridique portait sur le sens (ordinaire) du mot *ethnic* dans le contexte du *Race Relations Act* 1976. Selon les juges, le terme avait une connotation raciale, et ne pouvait donc pas s'appliquer à de simples groupes religieux (comme les Sikhs). Le garçon n'était donc pas protégé par la loi, et a perdu contre son école. L'argument proposé, quoique convaincant, n'avait pas grande valeur logique :

Mandla v Dowell Lee 1983

Kerr LJ: No one, for instance, in ordinary speech, would describe a member of the Church of England or the Conservative party as a member of an ethnic group.

- 34 On ne risque pas non plus de qualifier les membres de l'Église d'Angleterre ou du parti Conservateur de « fondamentalistes », mais cela ne démontre pas que l'adjectif ne puisse jamais s'appliquer à d'autres groupes religieux (ou politiques).

La rhétorique et les erreurs de justice

- 35 Puisque aucune règle de logique ne permet de conclure à la vérité d'une proposition à partir de la fausseté d'une autre, il est clair que l'argument par l'absurde ne peut être

admis comme preuve, d'autant plus qu'il n'y a pas de définition généralement admise de la notion de situation prétendument absurde ou inacceptable. C'est pourquoi cette forme rhétorique a longtemps été classée parmi les arguments fallacieux. Mais comme il reste néanmoins persuasif, il n'est pas étonnant de constater que son utilisation a souvent abouti à des erreurs de justice, dont certaines ont longtemps influencé le développement de la loi anglaise.

- 36 Dans les affaires de négligence, par exemple, les juges ont longtemps limité le paiement des dommages et intérêts à ceux qui avaient une relation contractuelle directe avec celui qui a provoqué l'accident. Pour cela, ils se sont appuyés sur la doctrine de *privity of contract*, en considérant toute autre solution comme « absurde », selon le terme employé explicitement par Lord Abinger en 1842 :

Winterbottom v Wright 1842

Lord Abinger: There is no privity of contract between these parties, and if the plaintiff can sue, every passenger, or even any person along the road, who was injured by the upsetting of the coach, might bring a similar action. Unless we confine the operation of such contracts as this to the parties who entered into them, the most absurd and outrageous consequences, to which I can see no limit, would ensue. If such an action were to succeed, there would be no limit. Everyone of the sufferers by such an accident as recently happened on the Versailles railway might have an action against the manufacturer of the defective axle.

- 37 Depuis la décision prise dans *Donogue v Stevenson* 1932, il ne paraît plus absurde aujourd'hui de demander des dommages et intérêts à la suite d'un accident, même en dehors du domaine du contrat.
- 38 Un autre exemple d'injustice flagrante concerne la responsabilité de l'employeur pour la sécurité de ses employés. Dans *Priestley v Fowler* 1837, l'employé était victime d'un accident de travail lorsque sa voiture, surchargée, s'est renversée. Sa demande de dédommagement a été rejetée en appel, le jugement du même Lord Abinger étant particulièrement persuasif :

Priestley v Fowler 1837

Lord Abinger: If the master be liable to the servant in this action, the principle of that liability will be found to carry us to an alarming extent. [...] If the owner of the carriage is therefore responsible for the sufficiency of his carriage to the servant, he is responsible for the negligence of his coach-maker, or his harness-maker or his coachman [...]. The master would be liable to the servant for the negligence of the chambermaid, for putting him into a damp bed; for that of the upholsterer for sending him a crazy bedstead [...]; for the negligence of the cook, in not properly cleaning the copper vessel used in the kitchen; of the butcher, in supplying the household with meat of a quality injurious to the health; of the builder for a defect in the foundation of the house [...]. The inconvenience, not to say the absurdity of these consequences affords a sufficient argument against the application of this principle to the present case¹⁰.

- 39 Aujourd'hui, la responsabilité de l'employeur ne paraît plus absurde. Pourtant, grâce à ce *precedent*, pendant plus d'un siècle, de nombreux employeurs ont pu échapper à leur responsabilité en soutenant que l'accident s'était produit par la faute d'un autre employé

¹¹.

- 40 Plus récemment, l'affaire des Birmingham Six fut l'occasion d'une erreur de justice spectaculaire. Après un attentat terroriste en 1963, six Irlandais furent arrêtés, puis condamnés en 1964. L'année suivante, ils ont fait appel sans succès, soutenant que leurs confessions avaient été obtenues sous la menace, suite à de mauvais traitements. Une nouvelle plainte déposée à l'encontre du responsable régional de la police fut également rejetée en 1980. Lord Denning a considéré notamment que leur donner raison serait un désaveu de la justice :

McIlkenny v Chief Constable of West Midlands 1980

Denning, LJ: If the men were to win, that would mean that the Attorney General would have either to recommend that they be pardoned or he would have to remit the case to the Court of Appeal under s 10 of the Criminal Appeals Act 1968. That is such an appalling vista that every sensible person in the land would say that: it cannot be right that this action should go any further. [sic]

- 41 À l'âge de 81 ans, Lord Denning pensait toujours pouvoir faire confiance aux policiers. Cette vision utopique du monde moderne s'est révélée fausse. Les intéressés n'ont été libérés qu'en 1991.

Réfutation de l'absurdité

- 42 Comme le signale Perelman, il est possible de réfuter l'argument par l'absurde en rejetant tout simplement le point de vue de l'adversaire : « On peut braver le ridicule, en se mettant carrément en opposition avec une règle habituellement admise. » (1958 : 278).
- 43 Ainsi, dans l'affaire *Plessy v Ferguson* 1896, plaidée devant la Cour Suprême des États-Unis, la cour a réfuté un argument fondé sur la pente glissante qui faisait clairement apparaître l'incohérence des règles concernant la séparation des races. Il a suffi tout simplement de déclarer que la prétendu progression vers l'absurde n'avait rien d'inévitable :

Plessy v Ferguson 1896

Justice Brown: It is supposed that the same argument that will justify the state legislature in requiring railways to provide separate accommodation for the two races will also authorize them to require separate cars to be provided for people whose hair is of a certain color, or who are aliens, or who belong to certain nationalities, or to enact laws requiring colored people to walk upon one side of the street and white people upon the other, or requiring white men's houses to be painted white and colored men's black, or their vehicles or business signs to be of different colors, upon the theory that one side of the street is as good as the other, or that a house or vehicle of one color is as good as one of another color. The reply to all this is that every exercise of the police power must be reasonable, and extend only to such laws as are enacted in good faith for the promotion of the public good, and not for the annoyance or oppression of a particular class.

- 44 Ce jugement légitimait ainsi la ségrégation aux États-Unis, en validant la nouvelle doctrine dite *separate but equal*. Cette doctrine a fait autorité jusqu'en 1954 (*Brown v Board of Education of Topeka*).
- 45 Il peut aussi revenir au jury de rejeter l'argument par l'absurde. Dans l'affaire *Crown v Penguin Books Ltd* 1960, le parquet voulait utiliser le nouvel *Obscene Publications Act* 1959, pour empêcher la publication chez Penguin de *Lady Chatterley's Lover*, roman de D.H. Lawrence. Mr Griffith-Jones, représentant la Couronne, a essayé de convaincre le Jury de

l'obscénité du roman en comptabilisant tout simplement les *four-letter words*, et surtout en posant la question suivante :

Crown v Penguin Books Ltd 1960

Mr Griffith-Jones, QC: One of the ways in which you can test this book [...] is to ask yourselves the *question*, when you have read it through, would you approve of your young son, or young daughters – because girls can read as well as boys – reading this book? Is it a book that you would leave lying around in your own house? Is it a book that you would ever wish your wife and your servants to read?

- 46 Le jury n'a pas été convaincu par l'idée que l'avocat se faisait de l'absurdité, et a rendu une décision en faveur de l'éditeur.

L'argumentation et l'enseignement linguistique

- 47 Les remarques qui précèdent suffisent amplement pour montrer l'importance de l'argumentation rhétorique dans le droit, du moins pour ce qui concerne la *common law*. L'étude du raisonnement et de l'argumentation semble donc particulièrement utile pour les étudiants concernés. D'une part, il s'agit de connaissances importantes pour la compréhension de la discipline, et de l'autre il s'agit d'une compétence professionnelle, nécessaire pour le débat contradictoire. Mais au-delà des débats directement liés à la discipline, l'approche argumentative semble aussi directement utile pour l'amélioration des compétences linguistiques.
- 48 Au niveau lexicologique d'abord, l'orientation argumentative doit être considérée comme faisant partie du sens des mots. Puisque tous les mots peuvent être considérés en contexte comme argumentatifs, les exemples peuvent être multipliés à l'infini. Même Mme Thatcher y était sensible. Pendant les années 1980, elle a exigé de la BBC de ne plus annoncer, après les attentats terroristes, que l'IRA « *has claimed responsibility* » mais de dire plutôt « *has admitted responsibility* ». De même, elle insistait toujours sur l'importance de la *community charge*, mais refusait d'entendre parler de la *poll tax*. Le discours de tous les jours fait souvent ressortir ce type de contre-orientation entre des mots qui font apparemment référence aux mêmes états de faits (*flexibility* par opposition à *precarity* ; *national sovereignty* par rapport à *government power* ; *terrorist* par rapport à *freedom fighter*, etc.).
- 49 Puisque l'orientation argumentative implique des contraintes sur les enchaînements, il faut aussi admettre que l'argumentation n'est pas un phénomène à part, indépendant des connaissances linguistiques, mais s'exprime directement dans la langue, au niveau de la grammaire. En effet, on constate que les modificateurs argumentatifs imposent certaines orientations et en empêchant d'autres. Suivant Ducrot (1995), on note aussi que certains modificateurs ont la fonction d'inverser l'orientation argumentative (*few/hardly*) alors que d'autres ne font que l'atténuer (*a few/almost*). L'idée de base semble relativement claire (elle correspond à la distinction entre la bouteille à moitié pleine et la bouteille à moitié vide) mais cela peut donner lieu à des problèmes en L2, par exemple lors de la traduction de phrases comme être plus ou moins bien traité ou un enthousiasme relatif, à orientation négative en français. Remarquons au passage qu'au niveau des enchaînements, le même modificateur peut orienter l'énoncé dans l'un ou l'autre sens, selon sa position dans la phrase. Ainsi, *there is a slow improvement*, avec l'adjectif en

position épithète, va vers une conclusion optimiste, alors que si *the improvement is slow*, tout va mal. La théorie de « l'argumentation dans la langue » est quelquefois contestée au niveau théorique, mais cela ne remet pas en cause la conclusion selon laquelle l'argumentation doit être prise en compte dans l'enseignement linguistique, au même titre que la syntaxe. Il est possible d'imaginer des exercices qui conviennent, classés selon les différents niveaux.

- 50 Au niveau élémentaire d'abord, les appariements argumentatifs (Charnock 1997) permettent de travailler justement sur les enchaînements possibles, et donc sur le raisonnement. À l'aide de cet exercice, on peut vérifier la compréhension d'un texte, soit en associant les arguments et les conclusions qui en sont tirés, soit en associant les arguments et les contre-arguments mentionnés par l'auteur. Ensuite l'étudiant doit exprimer lui-même le mouvement argumentatif (à l'écrit ou à l'oral), en utilisant les connecteurs appropriés (*so, therefore, since, because, because of*), ainsi que les structures pertinentes, y compris les conditionnelles irréelles (*if he was rich, he would be happy*) ou contre-factuelles (*if he had been rich he would have been happy*) ou encore la forme comparative (*the richer he is, the happier he is*). Pour les contre-arguments, on utilisera d'autres connecteurs comme, *but, however, even though, in spite of, etc.* À ce stade, il s'agit d'un exercice de paraphrase, qui implique la prise en compte de certains aspects de la grammaire (nominalisation, co-référence, concordance des temps, etc.). Sur le plan théorique, il est intéressant de constater que cela permet de distinguer clairement les arguments logico-déductifs des arguments rhétoriques. En effet, ainsi reformulés en termes de cause et de conséquence, les arguments rhétoriques apparaissent souvent inacceptables.
- 51 Il convient aussi de mentionner ici l'exercice « *alpha-omega* », conçu à l'origine par Brassart (1992) pour l'étude de la prise en compte des contre-arguments chez les enfants de 8 à 12 ans. Dans cet exercice, on présente (à l'enfant) deux points de vue opposés, l'un (*alpha*) dans une première phrase, en haut de la page, suivi de deux points (:), et l'autre (*omega*) dans une dernière phrase, en bas de la page, suivi d'un point final. Le candidat doit inventer un texte de 8 à 10 lignes permettant de passer de l'une à l'autre proposition de manière naturelle, tout en respectant certaines contraintes : le texte doit comporter deux arguments pour chaque point de vue, et les contre-arguments nécessaires pour aboutir à la conclusion opposée. L'exemple proposé est : α - « *Cars are convenient to go from place to place* » : (...) ω - « *So you can see that, today, nothing is better than the train to travel long distances* ».
- 52 Ce format d'exercice peut se révéler utile pour la pratique (et aussi pour l'évaluation) de l'expression écrite. Puisqu'il n'existe qu'un nombre limité (en tout cas fini) de types d'arguments disponibles pour chaque situation, l'exercice présente l'avantage de permettre la comparaison des copies entre elles. Toutefois, étant donné qu'on ne peut pas prévoir toutes les différentes instanciations possibles de ces arguments, il reste néanmoins une certaine liberté créative. Ainsi, la composition guidée n'est plus nécessairement un exercice enfantin.
- 53 Golder (1993) propose d'affiner cet exercice en variant le type d'opposition entre les propositions *alpha* et *omega*. Elle propose des sujets où l'opposition est directe ou indirecte, et où l'implication personnelle des « enfants » est forte ou faible. Pour l'analyse des besoins linguistiques des spécialistes des autres disciplines, on pourrait tenir compte de la même façon de l'importance variable des connaissances disciplinaires ou du degré de technicité requis.

- 54 Pour les étudiants plus avancés, on demande souvent soit des analyses critiques des textes pertinents, soit la présentation libre d'un sujet de débat. Dans les deux cas, l'étudiant devra identifier les différents points de vue, et proposer des contre-arguments¹². Il est aussi intéressant de demander aux étudiants de réécrire un texte en présentant les mêmes faits mais en utilisant des connecteurs différents. En faisant apparaître les concessions comme des contre-arguments, et/ou en inversant l'ordre des énoncés, il est souvent possible d'aboutir à une conclusion opposée.
- 55 Pour les étudiants les plus avancés, le GMAT (*Graduate Management Admission Test*), aussi célèbre dans son domaine que le TOEFL, semble particulièrement utile pour l'évaluation du raisonnement. Il s'agit d'un test d'aptitude qui sert principalement pour la sélection des candidats à l'entrée dans des Écoles de commerce aux États-Unis, mais qui ne suppose pas de connaissances disciplinaires particulières. Il ne s'agit pas à proprement parler d'un test de langue, car il s'adresse principalement aux candidats de langue maternelle. Mais il comporte néanmoins une épreuve de « *Analytical writing* » (*analysis of an issue et analysis of an argument*). Le barème de notation (*scoring guide*) semble utile pour les enseignants de langue. Pour obtenir le niveau 6 (le plus élevé), il faut identifier clairement les points de discussion, les analyser intelligemment et de manière logique, avec des enchaînements clairs, tout en s'exprimant dans un langage correct. Au niveau 3, en revanche, le candidat ne réussit pas à identifier les points importants et commet des fautes de langue. Pire, au niveau 2, au lieu d'une analyse logique, il présente son propre point de vue, en faisant des erreurs de grammaire qui rendent difficile la compréhension¹³.
- 56 Évidemment, il faudrait adapter ce barème pour tenir compte des problèmes linguistiques des spécialistes d'autres disciplines. Il est clair que l'intérêt des idées ne va pas forcément de pair avec la maîtrise lexicale et syntaxique et que le niveau de langue ne correspond pas forcément à l'intelligence de l'analyse. Mais l'unidimensionalité des référentiels reste problématique quel que soit le système d'évaluation proposé. La prise en compte des critères argumentatifs constitue une tentative de solution partielle à ce problème.
- 57 Notons que la plupart des référentiels (ou descripteurs de niveaux), élaborés à des fins d'évaluation linguistique, tiennent déjà compte de l'argumentation. Ils placent le plus souvent cette compétence à un niveau plus avancé que l'expression purement factuelle. Ainsi, dans les référentiels du « Diplôme de compétence en langue » (DCL), le candidat qui sait « argumenter en utilisant les procédures de structuration propres à ce type de discours » est placé en « zone 4 » (le niveau le plus élevé), alors que celui qui sait « organiser les éléments essentiellement factuels » se retrouve en « zone 2 ». De même, dans l'échelle des compétences « Eurocentres », le candidat qui « peut exprimer différents points de vue » ou des « opinions » est placé au niveau 10, « Maîtrise » (le niveau le plus élevé), alors que celui qui « peut comprendre des informations données de façon claire mais sans simplification et trouver différents moyens de formuler ce qu'il a l'intention de dire » est placé au niveau 6, « Bien communiquer ». Dans les référentiels de l'IELTS (*International English Language Testing Service*), test proposé aux étudiants des autres disciplines s'inscrivant dans les universités britanniques, les meilleurs étudiants (niveaux 8 et 9) « présentent des arguments pertinents de manière intéressante », tandis que les arguments présentés par les étudiants de niveau moyen (niveau 5) « manquent de pertinence ». Au niveau 4, « la présentation des arguments est inadéquate ». Enfin, dans le Cadre Commun européen, plus récent, le candidat qui sait « restituer faits et arguments de diverses sources [...] » est un « utilisateur expérimenté » (placé au niveau C2, le plus

élevé) ; tandis que celui qui « comprend le contenu essentiel de sujets concrets ou abstraits [...] dans un texte complexe », n'est qu'un « utilisateur indépendant » (niveau B).

- 58 Pour ce qui concerne plus directement les problèmes des étudiants des autres disciplines dans les universités françaises, on remarque que les référentiels proposés pour les niveaux CLES (système de certification en voie de développement) précisent qu'un candidat de premier degré doit pouvoir « [...] restituer cette information et l'utiliser pour s'exprimer de manière simple mais compréhensible [...] ». Au second degré, il peut « comprendre à l'écrit et à l'oral l'information explicite [...] » et « communiquer à l'écrit et à l'oral sur ce même domaine [...] ». Ce n'est qu'au troisième degré (le plus élevé) qu'il doit comprendre « les messages implicites » et (enfin) « exposer son opinion » (B.O. 25, 29/6/2000).
- 59 Si l'argumentation est généralement considérée comme plus difficile que l'expression purement factuelle, ce n'est pas à cause de la syntaxe ou du vocabulaire utilisé. En effet, la langue employée reste la même dans les deux cas. Certes, les connecteurs argumentatifs sont susceptibles d'analyses linguistiques profondes et passionnantes mais, dans le contexte de l'apprentissage de la langue, ils ne posent pas de problèmes particuliers de compréhension. La plus grande difficulté empiriquement constatée corrobore en quelque sorte la théorie pragmatique selon laquelle il ne suffit pas pour la communication de comprendre la signification sémantique. Il faut aussi tenir compte du contexte d'énonciation et du sens intentionnel. L'importance variable des considérations pragmatiques selon le type de discours a des conséquences pour la définition des concepts fondamentaux dans le secteur LANSAD, comme la technicité du langage et la facilité linguistique (Charnock 1999).

Conclusion

- 60 L'importance de l'argumentation pour les étudiants en droit semble aller de soi. Mais au-delà de cet exemple évident, l'approche argumentative semble également utile pour les étudiants d'autres disciplines universitaires. En effet, à ce niveau, quelle que soit la discipline principale, il ne suffit plus d'apprendre par cœur les faits supposés établis, obligeamment fournis par l'enseignant. Le « bon étudiant » doit aussi reconnaître l'intérêt des autres approches envisageables et en comprendre les enjeux.
- 61 Certes, certaines disciplines scientifiques « dures » peuvent donner l'impression de se limiter à des affirmations directement vérifiables et à la description d'observations empiriques incontestables. Mais l'histoire et la philosophie des sciences montrent que les « faits » peuvent toujours s'interpréter selon des modèles conceptuels différents. En effet, selon la thèse énoncée par Popper dès 1934, l'observation ne permet pas de démontrer la vérité d'une théorie scientifique donnée, mais seulement de la corroborer. Pour Popper, le progrès scientifique dépend plutôt de la falsification, c'est-à-dire de l'infirmité des théories¹⁴. À ce niveau, le véritable débat ne porte plus sur les théories, mais sur les paradigmes (Kuhn 1962) ou des modèles, jugés sur d'autres critères moins factuels, comme la simplicité, l'utilité ou l'élégance. Dans la mesure où les points de vue sont divergents, il est clair que même le discours scientifique ne peut se limiter à la logique déductive mais doit laisser une place importante à la discussion et au débat.
- 62 Les sciences « humaines », terme qui regroupe des disciplines aussi disparates que la sociologie, la psychologie, les sciences économiques et la gestion, ont également tendance

à employer un discours « scientifique », fondé sur la logique déductive. Mais dans la mesure où il s'agit de l'étude du comportement humain, l'observation ne suffit pas pour l'infirmer de la théorie. Même la falsification en tant que telle semble donc impossible. C'est pourquoi ces disciplines sont souvent qualifiées de « pseudoscientifiques » (Popper 1963, 1968). En effet, les explications proposées dépendent non pas de la causalité, mais des motivations supposées chez les sujets de l'étude, ainsi que des jugements de valeur, par définition discutables. Même ceux qui n'admettent pas « l'autorité » de Popper sur cette question seront probablement d'accord pour dire que, dans ces disciplines, diverses explications peuvent toujours être proposées pour rendre compte des mêmes faits. D'autre part, au-delà des questions techniques de cohérence interne du modèle, il y aura toujours lieu de discuter les conséquences sociales de l'approche proposée.

- 63 Dans toutes les disciplines universitaires, au lieu de se limiter aux simples informations factuelles, il est préférable « d'enseigner les débats ». Pour suivre la discussion, et pour y participer, l'étudiant doit avoir quelques notions de base de l'argumentation. Il doit pouvoir repérer les faux raisonnements et identifier les prémisses manquantes éventuelles. Il devrait également reconnaître les principales formes rhétoriques classiques, toujours couramment utilisées aujourd'hui. Pour faire ressortir les différences entre les démonstrations logiques et les arguments paralogiques, il est également utile de connaître quelques règles de la logique élémentaire, par exemple les conclusions en *modus ponens* et en *modus tollens* ou encore la différence entre les conditions nécessaires et suffisantes (*if* et *only if*). Même si la nomenclature latine de ces structures semble moins importante, une métalangue argumentative peut aussi se révéler utile, au même titre que la métalangue grammaticale, qui reste toujours importante dans l'enseignement linguistique.
- 64 L'approche argumentative a donc un rôle important à jouer, à la fois pour les études disciplinaires et dans l'apprentissage linguistique. En privilégiant le développement de l'esprit critique et en évitant de limiter l'apprentissage à la simple reproduction d'informations, l'étude de l'argumentation rhétorique peut ainsi contribuer au développement d'un enseignement mieux adapté aux besoins des spécialistes des autres disciplines.

BIBLIOGRAPHIE

- Brassart, Dominique Guy. 1992 « Negation, concession and rhetoric in counter-argument composition by pupils 8-12 years old ». *Argumentation* 6/1, 77-98.
- Charnock, Ross. 1997. « Problèmes de métalangue – au-delà de la grammaire ». *LINX* 36/1, 55-69.
- Charnock, Ross. 1999. « Les langues de spécialité et le langage technique : considérations didactiques ». *ASp* 23-26, 281-304.
- Charnock, Ross. 2003. « Refutation in the law: the use and abuse of the argument from the absurd in common law judgments ». *Linguistica e Filologia* 16, 1-20.
- Conan-Doyle, Arthur. 1905 [1892]. *The Complete Sherlock Holmes*. New York : Doubleday.

Ducrot, Oswald. 1995. « Les modificateurs déréalisants ». *Journal of Pragmatics* 24/1-2, 145-65.

Golder, Caroline, 1993. « Framed writing of argumentative monologues in 16 and 17-year-old students ». *Argumentation* 7/3, 343-58.

Perelman, Chaim & Lucy Olbrechts Tyteca. 1958. *La nouvelle rhétorique*. Paris : Presses Universitaires de France.

Plantin, Christian. 1990. *Essais sur l'argumentation*. Paris : Kimé. Plantin, Christian. 1996. *L'Argumentation*. Paris : Seuil.

Popper, Karl. 1968. *Objective Knowledge*. Oxford : Oxford University Press.

Bibliographie complémentaire

Bondi, Marina. 1998. *Forms of argumentative discourse; per un analisi linguistica dell'argomentare*. CLUEB : Bologna.

Bentham, Jeremy. 1968-80. *Collected Works*. Londres : Athlone.

Bhatia, Vijay. 1993. *Analysing Genre*. Londres : Longman.

Edmondson, R. 1984. *Rhetoric in Sociology*. Londres : Macmillan.

Goodrich, P. 1987. *Legal Discourse-studies in Linguistics, Rhetoric and Legal Analysis*. Londres : Macmillan.

Hamblin, C. L. 1960. *Fallacies*. Londres : Methuen. Johnson, Ralph H. & J. Anthony Blair. 1983. *Logical self-defense*. Toronto : McGraw Hill.

Kuhn, Thomas. 1962. *The Structure of Scientific Revolutions*. Chicago : University of Chicago Press.

Lempereur, Alan. 1991. « Logic or rhetoric in law ». *Argumentation* 5/3, 23-98.

Locke, John. 1690 (1975). *An Essay Concerning Human Understanding*. Oxford : Clarendon Press.

McCloskey, Donald & Deirdre. 1985. *Rhetoric in Economics*. Madison, Wisconsin : University of Wisconsin Press.

McCloskey, Donald & Deirdre. 1994. *Knowledge and Persuasion in Economics*. Cambridge : Cambridge University Press.

MacCormack, N. 1995. « Argumentation and interpretation in the law ». *Argumentation* 9/3, 467-80.

Martin, J. R. 2000. « Beyond Exchange: APPRAISAL Systems in English ». In Hunston S. & G. Thompson (dir.), *Evaluation in Text*. Oxford : Oxford University Press, 142-175.

Popper, Karl. 1980 [1934]. *The logic of scientific discovery*. 10th edition. Londres : Hutchinson.

Popper, Karl. 1963. *Conjectures and Refutations*. Londres : Routledge Kegan Paul.

Swales, John. 1990. *Genre Analysis*. Cambridge : Cambridge University Press.

Walton, David. 1987. *Informal Fallacies*. Amsterdam : John Benjamins.

Walton, David. 1989 *Informal Logic*. Cambridge : Cambridge University Press.

Walton, David. 1992 *Slippery Slope Arguments*. Oxford : Clarendon Press.

Woods, John & David Walton. 1987. *Fallacies (selected papers)*. Dordrecht : Foris.

NOTES

1. « Language and the mind-body problem » (1953) in Popper (1968).
2. Locke (1690), Book III chap. 10, section 34, « On Rhetoric » (Abuse of words) ; voir aussi Book IV, chap. 17, « On reason » 19-22.
3. « Extra-technical proofs » : Rhetoric 1, 2, 1355b.
4. Ces arguments se sont multipliés au-delà de la période latine, certains étant définis par Locke (1690) ; on pense par exemple aux arguments *ad auctoritatem*, *ad hominem*, *ad ignorantiam*, *ad misericordiam*, *ad personam*, *ad populum*, *ad verecundiam*, etc.
5. En évitant soigneusement le terme « immunité zéro ».
6. Dans le droit du contrat, les juges ne peuvent pas faire appliquer une promesse unilatérale, sans contre-partie (la *consideration*). Ici, le paiement d'une dette étant un devoir pré-existant, le paiement partiel ne constitue pas une contre-partie suffisante.
7. *The Sign of Four* (« Holmes gives a demonstration ») : 111.
8. Au cours du 20^e siècle, les juges ont trouvé divers moyens pour contourner la règle, qui a été pourtant (re)confirmée dans *Re Selectmove* 1994.
9. Selon la doctrine de *volenti non fit injuria*, celui qui accepte volontairement de prendre un risque ne peut plus poursuivre en cas d'accident.
10. Suite à cette décision, Priestley était aussitôt condamné à la prison pour non-paiement de dette. En effet, il n'était pas en mesure de payer les honoraires demandés par son avocat.
11. Il s'agit de la *fellow servant rule*, abrogée dans le *Law Reform (Personal Injuries) Act 1948*.
12. Les juristes connaissent bien les « cas pratiques », exercice dans lequel l'étudiant doit reconnaître les points contentieux et prévoir les arguments pertinents des deux parties.
13. GMAT *Information Bulletin*, 2000. Dans la partie *critical reasoning*, le GMAT évalue aussi les capacités analytiques à l'aide d'une batterie de questions au format QCM, en demandant aux candidats de repérer les arguments fallacieux et les prémisses manquantes.
14. Son argument dépend de l'asymétrie constatée entre la déduction et l'induction. La falsification correspond donc en quelque sorte à une forme de *reductio*, dans la mesure où l'observation permet de montrer l'impossibilité de la théorie de l'adversaire. La preuve serait une notion réservée aux disciplines essentiellement tautologiques, comme les mathématiques ou la logique.

RÉSUMÉS

L'argumentation est une des principales fonctions de la langue naturelle. Pourtant l'approche rhétorique semble négligée dans l'enseignement linguistique, surtout pour ce qui concerne le langage technique. L'exemple de l'anglais juridique montre l'importance de l'argumentation dans le domaine du discours spécialisé. Dans leurs jugements rendus, les juges utilisent couramment diverses formes rhétoriques classiques, dont certaines sont intégrées dans le système de la *common law*. Cet aspect de la langue semble utile à la fois au niveau de la spécialité et sur le plan de la pédagogie linguistique. Il semble donc nécessaire de concevoir des exercices appropriés et de tenir compte de cette compétence dans la définition des critères d'évaluation. Au-delà de

l'exemple du droit, l'étude de la rhétorique semble tout aussi importante dans les autres disciplines universitaires.

Argumentation is one of the most important functions of natural language. The rhetorical approach has been neglected in language teaching, particularly as regards technical discourse. Yet the example of legal English shows the importance of argumentation in the field of language for special purposes. Various classic rhetorical forms are extensively used in legal judgments, some of them being integrated into the legal system itself. This aspect of language seems useful both for the understanding of the specialist discipline, and for the improvement of language skills. Appropriate exercises should therefore be developed, and argumentative competence included among the criteria for linguistic evaluation. It is claimed that an understanding of rhetoric is important not just in law, but also in other academic disciplines.

INDEX

Keywords : absurd, argumentation, authority, common law, paralogic, rhetoric

Mots-clés : absurde, argumentation, autorité, common law, paralogique, rhétorique

AUTEUR

ROSS CHARNOCK

Ross Charnock est maître de conférences d'anglais à l'Université Paris 9 Dauphine où il intervient, entre autres, en droit des affaires internationales. Il s'intéresse à la linguistique pragmatique, ainsi qu'aux implications pour la pédagogie et pour l'évaluation.
charnock@dauphine.fr